

*Affaires courantes**[Traduction]*

Il y a tout juste un an, dans un grand élan de compassion, nous avons élargi notre définition de la famille, aux fins de l'immigration. La ministre avait alors dévoilé un plan de réunification des familles comprenant tous les enfants n'ayant jamais été mariés.

• (1120)

Aujourd'hui, de nouveau, elle ferme radicalement la porte aux familles. C'est là un autre aspect tragique du plan quinquennal de la ministre: il diminue les possibilités pour les familles.

[Français]

Aujourd'hui, monsieur le Président, en conclusion, la ministre, avec son plan et ses gros chiffres, va faire rêver beaucoup de gens ici et à travers le monde. Mais nous savons très bien, monsieur le Président, que la ministre n'arrive jamais à appliquer ses plans. C'est pourquoi nous l'exhortons à regarder plus loin que ses propres beaux discours et, pour une fois, s'assurer qu'elle donne à son ministère les moyens d'exécuter le mandat du plan quinquennal.

[Traduction]

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, je félicite la ministre pour le travail accompli sur plusieurs facettes de son rapport. J'approuve notamment la présentation d'un plan quinquennal, qui était bien nécessaire, non seulement pour les immigrants éventuels, mais aussi pour le personnel du service d'immigration et pour les citoyens canadiens qui s'apprentent à recevoir ces immigrants.

Je la félicite également pour avoir fixé un objectif de 250 000 immigrants par année. Cet objectif a l'appui du public, surtout du Conseil ethnoculturel du Canada, mais également de bien d'autres groupes.

J'ai encore des félicitations à lui faire sur sa décision ayant trait au financement de l'enseignement des langues, mais j'y reviendrai plus tard.

Il y a cependant des choses que je ne peux pas approuver. Par exemple, je ne suis pas d'accord lorsqu'elle dit qu'elle a maintenu les proportions en ce qui a trait à la réunification des familles, aux immigrants indépendants et aux réfugiés. En fait, ces dernières années, son gouvernement n'a pas favorisé l'immigration de personnes de la catégorie de la famille autant qu'il le faisait auparavant, que le souhaitaient la plupart des intéressés. En outre, rien n'indique que cette forme d'immigration augmentera dans la même proportion que l'immigration totale.

Au contraire, selon une fuite rendue publique par le *Toronto Star* le mois dernier, les bureaux d'immigration à l'étranger vont, semble-t-il, ralentir le traitement des dossiers de certains immigrants de la catégorie familiale, en les reléguant à la fin de la liste. Il faut maintenant compter deux ans, dans bien des postes d'immigration, pour faire venir au Canada un immigrant de cette catégorie. Dans le nouveau plan, on émet quelques souhaits, mais on ne propose rien de concret pour accélérer le processus.

Aucun effort n'est fait non plus pour accroître le nombre de réfugiés pris en charge par le gouvernement, qui sont fort nombreux et ont désespérément besoin d'un pays d'accueil. De plus, en violation d'un accord écrit avec des groupes de parrainage du secteur privé, la restriction frappant le programme de prêts depuis six mois a gravement nui à l'entrée de réfugiés parrainés par le secteur privé. Il n'est pas garanti que ce programme sera rétabli même si le Parlement a accordé, il y a quelques mois, une somme généreuse à cette fin.

La ministre ne tient pas compte non plus du fait que le secrétariat aux Affaires extérieures a annoncé au début de juillet qu'il réduirait l'effectif des agents des visas tant à l'étranger qu'au pays. En d'autres termes, l'expansion promise par la ministre ne pourra pas être absorbée par le personnel visé. Qui plus est, en donnant suite à son projet de restructuration et de réduction de son effectif, le secrétariat aux Affaires extérieures pourrait nuire davantage à la réalisation du plan de la ministre.

D'autre part, la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada n'a pas annoncé d'augmentation de son effectif ni des fonds requis pour le traitement du surcroît de travail imposé par la ministre. Nous savons par expérience, à Toronto notamment, que les files d'attente commencent très tôt le matin et se prolongent jusqu'à la fin de la journée. Nous savons qu'à l'heure actuelle, le personnel ne suffit pas à la tâche.

La bonne nouvelle, c'est que la ministre va consacrer 200 millions de dollars à l'enseignement du français ou de l'anglais langue seconde aux adultes pendant les quatre ans à venir. C'est ce que nous ont appris ses collaborateurs hier soir.

La mauvaise nouvelle, c'est que le gouvernement n'est pas disposé à aider les écoles à enseigner l'anglais et le français comme langue seconde aux enfants, et le programme de cours de langue pour les immigrants appliqué l'an dernier a été supprimé, bien entendu. En Ontario seulement, il y a des dizaines de milliers d'écoliers qui n'ont pas droit à des cours de langue seconde, ce qui retardera beaucoup leurs études et celles de leurs compagnons.